



Notre référence à rappeler
dans toute correspondance :

N° assuré : 369672G

N° contrat : 7356000 2/049614

N° SIREN : 572 028 629

Pour tout renseignement contacter :

Votre intermédiaire :

CENTRE D'ETUDES D'ASSURANCES

11 Rue de Rochechouart

75009 PARIS

Tél : 01.49.95.06.10

**BUREAU D'ETUDES ET DE
RECHERCHES POUR L'INDUSTRIE
MODERNE - BERIM
Immeuble New Wave
51 rue Paul Meurice
75020 PARIS**

ATTESTATION D'ASSURANCE
Contrat d'assurance professionnelle BTP
INGENIERIE, ECONOMIE DE LA CONSTRUCTION

Période de validité : du 01/01/2024 au 31/12/2024

SMA SA ci-après désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle BTP Ingénierie, Economie de la Construction, numéro 369672 G 7356 000/2 049614, comportant les conventions spéciales responsabilité professionnelle de l'ingénierie Bâtiment, responsabilité professionnelle de l'ingénierie génie civil et diagnostic garantissant, les risques indiqués ci-après pour les missions.

1 – PERIMETRE DES MISSIONS PROFESSIONNELLES GARANTIES

Seules les missions suivantes sont garanties par le présent contrat :

1.1 - Maîtrise d'œuvre complète ou partielle avec ou sans installation photovoltaïque en Ingénierie Bâtiment et Maîtrise d'œuvre complète ou partielle en Ingénierie Génie Civil.

- Etudes techniques Tous Corps d'Etats dont études techniques d'installations photovoltaïques en Ingénierie Bâtiment et Etudes techniques Tous Corps d'Etats en Ingénierie Génie Civil.
- Etudes techniques portant exclusivement sur des installations photovoltaïques en Ingénierie Bâtiment
- Economie de la construction en Ingénierie Bâtiment et Génie Civil
- Ordonnancement, pilotage et coordination de chantier en Ingénierie Bâtiment et Génie Civil
- Assistance aux maîtres d'ouvrage en Ingénierie Bâtiment et Génie Civil
- Coordination système sécurité incendie en Ingénierie Bâtiment et Génie Civil

SMA COURTAGE : Direction Courtage de SMABTP

SMABTP, Société mutuelle d'assurance du
bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
RCS PARIS 775 684 764

SMAvie BTP, Société mutuelle d'assurance
sur la vie du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes
RCS PARIS 775 684 772

SMA SA, Société anonyme à
directoire et conseil de surveillance
au capital de 19 804 800 euros
RCS PARIS 332 789 296

Entreprises régies par le Code des assurances. Sièges : 8 rue Louis Armand • CS 71201 • 75738 PARIS Cedex 15 • Tél. : + 33 (0)1 40 59 70 00 • smabtp.fr





- 1.2 - BIM MANAGER sans préconisation constructive en Ingénierie Bâtiment et Génie Civil
-Maîtrise d'œuvre portant exclusivement sur des travaux de retrait de matériaux contenant de l'amiante en Ingénierie Bâtiment
-Mission Ingénierie de process industriel en Ingénierie Bâtiment et Génie Civil
-BET Environnement
- 1.3 - Audits techniques patrimoniaux et de performance énergétique sur existants sans prescription de maîtrise d'œuvre.
- Exercice du droit à titre accessoire
 - Repérage et diagnostic effectués dans le cadre de la réglementation en vigueur relative à la présence et à l'état de l'amiante dans les bâtiments effectués en référence aux décrets n°96/97 et 96/98 du 07/02/1996
 - Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition (conformément au décret n°2°11-610 du 31 mai 2011 et l'arrêté du 19 décembre 2011).
 - Réalisation de dossiers « loi sur l'eau » conformément aux dispositions des articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement
 - Conseils en organisation entreprise

**2 – GARANTIES D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET
COMPLEMENTAIRE POUR LES OUVRAGES SOUMIS A L'OBLIGATION D'ASSURANCE [convention
ingénierie bâtiment]**

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- aux missions professionnelles suivantes : missions listées au paragraphe 1.1 ci-avant
- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I à l'article A 243-1 du code des assurances ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;
- aux chantiers dont le coût total de construction H.T. tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 26 000 000 €.
Cette somme est illimitée en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de 3 000 000 € par sinistre ;
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants : tous travaux, produits et procédés de construction.

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

-----Tableau de la garantie d'assurance de responsabilité décennale obligatoire en page suivante-----



2.1 ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
<p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.</p>	<p>En Habitation :</p> <p>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.</p>
	<p>Hors habitation :</p> <p>Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances.</p>
	<p>En présence d'un CCRD :</p> <p>Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.</p>
Durée et maintien de la garantie	
<p>La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.</p>	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.



2.2 GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792-2 du code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du code civil.

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage sans pouvoir excéder, en cas de CCRD, 3 000 000 € par sinistre.

2.3 GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré en cas de dommages matériels affectant les éléments d'équipements relevant de la garantie de bon fonctionnement visée à l'article 1792-3 du code civil.

Cette garantie est accordée pour une durée de deux ans à compter de la réception et pour un montant de 1 220 000 € par sinistre.

3- GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE POUR LES OUVRAGES NON SOUMIS A L'OBLIGATION D'ASSURANCE [convention génie civil]

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- aux missions professionnelles suivantes : missions listées au paragraphe 1.1 ci-avant
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;
- aux opérations de construction répondant aux caractéristiques suivantes :
 - opérations de construction non soumises à l'obligation d'assurance dont le coût total de construction hors taxes (honoraires compris) déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 100 000 000€. Au-delà de ce montant, l'assuré doit déclarer le chantier concerné et souscrire auprès de l'assureur un avenant d'adaptation de garantie. A défaut, les garanties du contrat ne s'appliqueront pas.
 - aux travaux, produits et procédés de construction suivants : tous travaux, produits et procédés de construction.



Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur. Tous travaux, ouvrages ou opérations ne correspondant pas aux conditions précitées peuvent faire l'objet sur demande spéciale de l'assuré d'une garantie spécifique, soit par contrat soit par avenant.

Nature de la garantie	Montant de garantie
- garantie de responsabilité décennale pour les ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance mentionnés au contrat, y compris en sa qualité de sous-traitant, dans les conditions et limites posées par les articles 1792, 1792-4-1 et 1792-4-2 du code civil.	1 500 000 € par sinistre avec un plein épuisable de 5 000 000 € par année d'assurance

4 - GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION [convention des risques de l'exploitation]

La garantie objet du présent paragraphe s'applique :

- aux conséquences pécuniaires de la responsabilité incombant à l'assuré à l'occasion de l'exploitation de sa société pour l'exercice de son activité ;
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation.

Nature de la garantie	Montants de garantie
Dommages corporels	6 000 000 € par sinistre
Dommages matériels et immatériels <u>Dont</u> dommages immatériels non consécutifs	2 000 000 € par sinistre <u>Dont</u> 1 000 000 € par sinistre
Limite pour tous dommages confondus d'atteinte à l'environnement	Police spécifique



5 - GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE [convention ingénierie bâtiment et Génie Civil et convention diagnostic]

Cette garantie a vocation à couvrir les dommages causés aux tiers relevant de la responsabilité civile professionnelle de l'assuré en dehors des dispositions relevant des articles 1792 et suivants du code civil relatifs à la garantie décennale traités au paragraphe 2 ci-avant.

La garantie objet du présent paragraphe s'applique :

- aux missions professionnelles listées au paragraphe 1 ci-avant
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation.

Nature de la garantie	Montants de garantie
Tous dommages corporels, matériels et immatériels	6 000 000 € par sinistre et par an
DONT	
dommages matériels et immatériels	2 000 000 € par sinistre
<u>dont</u> dommages immatériels non consécutifs :	<u>dont</u> 1 000 000 € par sinistre et par an
Limite pour tous dommages confondus dus ou liés à l'amiante ou à tout matériau contenant de l'amiante	1 000 000 € par sinistre et par an
Limite pour tous dommages confondus d'atteinte à l'environnement	Police spécifique
Performance des équipements techniques	77 000 € par sinistre



Les montants de garantie matériels et immatériels sont limités de la façon suivante pour les missions =

- Maîtrise d'œuvre portant exclusivement sur des travaux de retrait de matériaux contenant de l'amiante

Garanties	Montants de garantie
- dommages matériels	610 000€ par sinistre
- dommages immatériels	305 000€ par sinistre

- Mission Ingénierie de process industriel =

Garanties	Montants de garantie
- dommages matériels et immatériels	1 500 000€ par sinistre avant réception et par sinistre et par an après réception
- <u>dont</u> pour les dommages immatériels non consécutifs	500 000€ par sinistre et par an

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à Paris

Le 01/03/2024

Le Président du Directoire